

LIVRES LUS

Raphaël Doridant, François Graner, *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda*

Marseille, Agone, 2020, 513 p., 19 €.

Sébastien Jahan

<https://doi.org/10.4000/chrhc.16091>

Référence(s) :

Raphaël Doridant, François Graner, *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda*, Marseille, Agone, 2020, 513 p., 19 €.



1 On connaît le rôle de l'association Survie dans la « sortie du mensonge » qui entourait (et continue d'entourer) l'action de la France au Rwanda au moment où s'y commettait le dernier génocide du 20^e siècle. Dès 1998, bien avant que d'autres ne s'y intéressent, son président, François-Xavier Verschave, avait saisi, analysé, mis en perspective avec une rare acuité les mécanismes qui conduisirent la France, et plus précisément son État et son armée, à soutenir au-delà de toute raison un pouvoir génocidaire¹. Avec ce dernier opus co-écrit par deux militants de l'association, qui peuvent à bon droit se considérer comme de solides connaisseurs de la question², il faut admettre que Survie détient toujours une longueur d'avance sur la production universitaire consacrée à cette question brûlante.

2 Si le thème abordé par le livre n'est certes pas nouveau, la synthèse proposée ici n'en reste, en effet, pas moins indispensable, dans la mesure où elle fournit, de façon abondamment documentée et donc éminemment probante, tous les éléments qui permettent d'établir les faits, sans frilosité aucune, mais avec la prudence et le sérieux qui s'entendent à un sujet d'une telle gravité. On ne reviendra pas en détail sur ces événements qui sont connus depuis longtemps³, mais qui, défiant les effets attendus d'une accoutumance à l'in vraisemblable, apportent encore au lecteur averti sa dose de sidération. L'intérêt essentiel du texte de Raphaël Doridant et François Graner réside aussi dans l'éclairage que ces auteurs jettent sur le phénomène en apparence aberrant d'une démocratie élaborée et prestigieuse, alliée opiniâtre de factions dont elle connaît parfaitement la dérive génocidaire et qu'elle accompagne au bout de son projet en la protégeant jusque dans sa débandade ultime. Comment expliquer l'incompréhensible ? Tel est le défi que ce livre relève avec succès.

3 Mieux que quiconque avant eux, les deux auteurs intègrent, en historiens amateurs mais néanmoins avisés, le soutien français aux autorités rwandaises à un contexte de relations interétatiques envisagé dans sa longue durée et dans ses profondeurs occultes. C'est cette toile de fond – double, on va le voir – qui permet d'échapper à une lecture des événements déconnectée de leur substrat idéologique et institutionnel, similaire à celle que délivre, par exemple, le par ailleurs remarquable essai de Stéphane Audoin-Rouzeau⁴. Car il est acquis aujourd'hui que la faillite morale de la France au Rwanda n'est pas que le résultat d'un pouvoir qui déraile, celui d'un homme, François Mitterrand, imposant sa vision cynique et raciale de l'Afrique à des ministres de droite, dépassés ou impuissants. Loin du simple accident de parcours, la complicité aveugle de la France avec le clan criminel des extrémistes hutus procède d'une longue histoire d'accointances avec les deux régimes successifs du Rwanda indépendant, nourries du postulat mythique de la « démocratie hutue » s'imposant face à une « féodalité tutsie » oppressive. Cette vision ethnique des rapports de force politiques au sein de la société rwandaise, héritée de la période coloniale, était celle de François Mitterrand, certes, mais elle fut aussi, avant 1981 (et hélas, pour partie, après 1994), la représentation dominante chez la plupart des fonctionnaires du Quai d'Orsay et des hauts gradés français qui se sont, dès les années 1960, sentis concernés par cette ancienne possession belge, pointe avancée de la francophonie dans une Afrique orientale massivement irriguée par la culture anglo-saxonne. Déployés sur cette première toile de fond, chronologique, qui court depuis la fin de l'ère coloniale, les deux premiers chapitres montrent donc comment s'organise et s'enclenche l'engrenage qui conduit, quasi mécaniquement, la France à honorer et renforcer son alliance avec une dictature militaire dont on ne peut alors ignorer – les preuves abondent, une fois de plus, dans le livre – qu'elle couve en son sein les ferments d'une violence génocidaire. Sans égard pour le cadre limitatif posé par l'accord d'assistance de 1975, l'État français et son armée, à partir de l'offensive du FPR en 1990 et de l'opération Noroît, vont jusqu'à prendre directement les commandes des opérations militaires rwandaises contre les rebelles, ignorant les avertissements de la DGSE ou des ONG, fermant les yeux sur les massacres commis par leurs alliés, organisant même la désinformation pour diaboliser les Tutsis du FPR et les présenter comme le bras armé d'une opération dirigée depuis l'Ouganda « anglophone ». Scélérates loyautés que rien n'arrêtera, on le sait, pas même la mort du président « ami » Habyarimana dans la destruction de son avion, le 6 avril 1994, puisque la France sera le seul pays à reconnaître (et appuyer) le gouvernement intérimaire rwandais (GIR) qui est aussi l'orchestrateur du génocide... Deux opérations extérieures supplémentaires (Amaryllis, du 9 au 14 avril, officiellement pour évacuer les ressortissants français, Turquoise, du 22 juin au 22 août, soi-disant « humanitaire »), étudiées dans les chapitres III et IV, poussent toujours plus loin l'engagement au côté des assassins (abandon des Tutsis à leur sort, livraisons d'armes aux génocidaires en violation de l'embargo, protection des bourreaux et du GIR en fuite), tout en

sophistiquant les techniques de camouflage et de manipulation grâce à un contrôle strict de l'information et des images. Comme le soulignent les auteurs, d'un bout à l'autre du conflit, la France a campé sur ses positions sans jamais se laisser perturber par les exhalaisons putrides des cadavres de milliers d'innocents, le spectacle des chairs découpées et les rigoles de sang. L'ennemi restera le Tutsi... Dynamisée par cette froide et démente obsession, la chaîne de commandement a fonctionné normalement, sans raté, dans une étrange et inquiétante communauté de vision unissant la toute-puissance de l'exécutif à la sphère décisionnelle du pouvoir militaire et à ses dociles relais dans l'encadrement de Turquoise, pas même ébranlée par la courageuse mais vaine insoumission de quelques soldats subalternes.

4 Mieux encore que ces accusations bien connues et qui trouvent, avec ce livre, une confirmation sans appel (toujours utile à l'heure où des thèses crypto-négationnistes continuent de circuler, y compris dans les universités), c'est l'assistance que la France a continué à prodiguer aux assassins traqués, bien après le génocide, qui troublera sans doute le lecteur déjà un peu initié. Le chapitre VI, édifiant, relate ainsi comment les autorités françaises ont tenté d'entraver la justice internationale en limitant la compétence du TPIR. Comment elles ont accueilli et protégé, toute honte bue, des criminels traqués, regimbant à les faire traduire devant les juridictions du pays, pourtant saisies dès 1995. Comment les enquêtes (sur l'affaire de Bisesero, les livraisons d'armes, l'attentat du 6 avril qui a tué aussi les deux pilotes du Falcon présidentiel, ressortissants français...), s'enlisèrent dès qu'elles commençaient à titiller des responsables un peu trop haut placés. Comment, malgré les promesses de François Hollande, elles contrôlent aujourd'hui encore l'accès aux archives qui permettraient de clarifier la part de responsabilité de chacun des acteurs...

5 Soigneusement insérée dans le temps long, celui qui englobe l'avant et l'après-génocide, cette étude de l'implication française au Rwanda, est aussi (dans le chapitre V) inscrite avec pertinence sur une seconde toile de fond, la sulfureuse et désolante histoire de la Françafrique, cette « partie immergée de l'iceberg » des relations entre la France et son « pré carré », prolongement des formes de domination de l'ère coloniale que le parcours politique d'un François Mitterrand incarne à la perfection. Le Rwanda, nous disent à juste titre les auteurs, n'est que la « radicalisation à l'extrême de la politique ordinaire de la France à l'égard de l'Afrique » (p. 283). On reconnaîtra là sans peine l'ADN de Survie, dont c'est l'infatigable cheval de bataille depuis les charges de François-Xavier Verschave. Et on retiendra l'idée, opportunément rappelée par les auteurs, que les institutions de la Cinquième République sont bien consubstantielles à une pratique du pouvoir qui, depuis De Gaulle et son éminence grise Jacques Foccart, échappe, dans le domaine de la politique africaine et des interventions militaires extérieures, à toute forme de contrôle démocratique (chapitre VII). Voilà pourquoi la génération Foccart peut bien s'éteindre sans pour autant que soient menacés les fondements de la Françafrique, solidement garantis par les attentes des potentats affidés, les intérêts colossaux des grands patrons et des affairistes, les dogmes philocoloniaux et ethnistes de certains milieux militaires et politiques. Loin d'être ce slogan aux relents complotistes auquel d'aucuns voudraient la réduire, la Françafrique propose non seulement une grille de lecture pertinente de l'intervention française au Rwanda : elle est aussi le symptôme d'une maladie viscérale dont souffrent nos institutions et que les récentes restrictions en matière de libertés publiques ne pourront évidemment qu'aggraver.

6 Avec ce remarquable petit livre, sur la base d'un travail de recoupement et d'interprétation fine de la masse des sources déjà disponibles, Raphaël Doridant et François Graner mettent donc à notre disposition une bonne jauge pour évaluer la fiabilité des conclusions de la commission Duclert et, avec elle, son degré d'indépendance vis-à-vis des contingences politiques...

Notes

1 François Xavier Verschave, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

2 Raphaël Doridant a codirigé l'ouvrage *La Complicité de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda*, L'Harmattan, 2009 ; François Graner est l'auteur de *Le Sabre et la machette : officiers français et génocide tutsi*, Mons, Tribord, 2014. Voir le compte rendu de ce dernier livre par Alain Gabet dans les *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 131, 2016.

3 Stéphane Audoin-Rouzeau, *Rwanda. Une initiation, Rwanda (1994-2016)*, Paris, Seuil, 2017. Voir Alain Gabet, Sébastien Jahan, « Le chemin de Kigali. Stéphane Audoin-Rouzeau et le génocide des Tutsi du Rwanda », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 145, janvier-mars 2020, p. 137-167.

4 Lire Alain Gabet et Sébastien Jahan, « Les faits sont têtus. Vingt ans de déni sur le rôle de la France au Rwanda (partie 1 : des faits qui accablent) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 128, juillet-septembre 2015, p. 163-186 ; (partie 2 : lâchetés politiques et complicités médiatiques), *Ibidem*, n° 129, octobre-décembre 2015, p. 153-173.

Pour citer cet article

Référence électronique

Sébastien Jahan, « Raphaël Doridant, François Graner, *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda* », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 148 | 2021, mis en ligne le 12 mars 2021, consulté le 23 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/chrhc/16091> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chrhc.16091>